



DIRECTION DE LA VOIRIE

**ARRETE N° 14768**

**AUTORISATION DE VOIRIE : POSE D'UN  
ECHAFAUDAGE**

VU la demande en date du **02 janvier 2024** par laquelle la société **SARL RMC – 22 rue Alfred de Musset – 77176 SAVIGNY-LE-TEMPLE**, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal par la pose d'un échafaudage de **13.5 mètres linéaires au sein du cimetière communal, sis 33 avenue du Professeur Cadiot à Maisons-Alfort, afin d'effectuer des travaux de ravalement de façade du bâtiment au droit du n°19 avenue du Professeur Cadiot, du 19 février 2024 au 04 mars 2024.**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2213-6,

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment l'article L3111-1,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code de la Route notamment l'article L411-1.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1° – Du 19 février 2024 au 04 mars 2024, la société SARL RMC – 22 rue Alfred de Musset – 77176 SAVIGNY-LE-TEMPLE est autorisée à mettre en place un échafaudage de 13.5 mètres linéaires au sein du cimetière communal, sis 33 avenue du Professeur Cadiot, pour une intervention au droit du n°19 avenue du Professeur Cadiot à Maisons-Alfort.**

**ARTICLE 2° –** Le présent arrêté sera affiché 48h à l'avance à l'emplacement des travaux.

**ARTICLE 3° –** L'installation visée à l'article 1 sera réalisée de façon à préserver le passage des usagers sur le site avec **mise en place d'un tunnel protégé piétons et d'un filet antiprojection**. Elle sera implantée à une distance minimale de 30 cm des lieux de sépulture qui devront être protégés par la mise en place de bâches de protection.

**ARTICLE 4° –** L'échafaudage devra être posé sur des cales en bois afin de ne pas détériorer l'emplacement où il est installé.

**ARTICLE 5° –** La signalisation réglementaire matérialisant les dispositions du présent arrêté sera mise en place par la société **SARL RMC – 22 rue Alfred de Musset – 77176 SAVIGNY-LE-TEMPLE** et devra être déposée dès la fin des travaux.

**ARTICLE 6° –** L'entreprise s'engage à ne pas détériorer les arbres et leurs racines et en serait tenue pour responsable s'ils dépérissaient dans les deux ans à venir.

**ARTICLE 7° –** En raison de l'occupation du domaine public communal, le permissionnaire versera au Trésor Public une redevance dont le tarif est fixé par délibération du Conseil Municipal et révisé annuellement.

**ARTICLE 8° –** La présente autorisation pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie sans que le permissionnaire puisse demander, ni réclamer, de ce fait, aucune indemnité. Dans ce cas, les lieux devront être remis en leur état primitif aux frais du permissionnaire.

**ARTICLE 9°** - La présente autorisation ne pourra être affichée sur le mobilier urbain (candélabres, potelets, bancs, poubelles, plaques de rues, bornes, etc.).

**ARTICLE 10°** – Le permissionnaire sera responsable, tant vis-à-vis de l'Administration que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de son ouvrage ; il conservera cette responsabilité en cas de cession non autorisée de celui-ci.

**ARTICLE 11°** - Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants poursuivis conformément aux textes réglementaires en vigueur.

**ARTICLE 12°** - Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de 2 mois à compter de sa date de publication. Il est également possible de saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite.

**ARTICLE 13°** - Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux,
- Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,
- Monsieur le Commissaire de Police Nationale,
- Monsieur le Commandant de Gendarmerie Nationale,
- Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale,

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Maisons-Alfort, le 08 février 2024.



**Pour le Maire de Maisons-Alfort,  
Conseillère Départementale du Val-de-Marne,  
Marie France PARRAIN,  
Et par délégation,**

Signé électroniquement par : Olivier SOLER  
Date de signature : 13/02/2024  
Qualité : Direction Générale des Services

MIS EN LIGNE LE 15/02/2024